

Derrière la réforme, des retraites au rabais

Category: Travail, emploi, chômage

écrit par jmfouquer | 24 septembre 2022

Le gouvernement veut mener tambour battant une nouvelle réforme des retraites alors même qu'il n'y a aucune inquiétude à avoir pour l'avenir financier des régimes. Elle aboutirait à une nouvelle dégradation de la situation des futurs retraités. Face à ce projet, il s'agit d'affirmer qu'il ne faut pas travailler plus mais moins et, pour cela, imposer un nouveau partage de la richesse produite.

Un point de vue rédigé, le 21 septembre 2022, par Jean-Marie Harribey, Pierre Khalfa et Christiane Marty, membres d'Attac et de la Fondation Copernic.

Le débat sur une nouvelle réforme du système de retraites est lancé. Le gouvernement veut mener celle-ci tambour battant et il menace même d'intégrer un recul de l'âge de la retraite et/ou un allongement de la durée de cotisation sous la forme d'un amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2023 en utilisant le « 49.3 » devant l'Assemblée nationale si nécessaire. Il entend tirer parti du rapport du Conseil d'orientation des retraites de septembre 2022 (COR).

Au-delà même du fait que ses projections dépendent d'hypothèses fragiles comme le COR lui-même le reconnaît, ses conclusions ne sont pourtant pas un cri d'alarme sur le financement des retraites. Comment peut-on comprendre ces dernières ? Trois éléments essentiels doivent être portés sur la place publique : l'évolution des retraites au sein d'une économie en crise ; la volonté néolibérale de diminuer les dépenses publiques ; la situation de l'emploi.

Au fil de ses rapports annuels, le COR a intégré le

ralentissement progressif des gains de productivité du travail qui concerne toutes les économies du monde. Les différents scénarios qu'il retient s'échelonnent maintenant entre 0,7 %, 1 %, 1,3 % et 1,6 % de croissance annuelle moyenne.

Plus l'augmentation de la productivité est faible, plus la part des pensions dans le PIB a tendance à croître. Cette part est aujourd'hui de 13,8 %. Elle pourrait monter à 14,7 % en 2070 dans l'hypothèse la plus basse de la productivité. Et c'est la hantise du gouvernement qui a sans doute plus ou moins compris que la croissance économique forte ne reviendrait pas.

[Lire la suite...](#)